

Didier Tauzin : « la France a des responsabilités, mais pas de culpabilité »

« 23 ans après le génocide rwandais : des officiers français mis en cause. Réaction exclusive du général Didier Tauzin, candidat à l'élection présidentielle ».

Entretien avec Armel Joubert des Ouches le jeudi 1^{er} décembre 2016 (mis en ligne le 3 janvier 2017 sur le site « reinformation.tv »).

Lien vidéo : <http://reinformation.tv/genocide-rwanda-mis-en-cause-general-didier-tauzin-joubert-64382-2/>

*

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

Armel Joubert des Ouches : Général Tauzin, bonjour.

Didier Tauzin : Bonjour [le sous-titre suivant s'affiche à l'écran : « Général Didier Tauzin / Interview exclusive »].

[00' 03'']

Armel Joubert des Ouches : Le... Rwanda vient d'ouvrir une enquête sur le rôle de responsables français dans le génocide qui a eu lieu en 93 et 94. Comment cela vous fait-il réagir ?

Didier Tauzin : Le génocide dont parle le Rwanda, c'est le génocide qui a eu lieu en 94 uniquement, à partir de la... de l'assassinat du Président Habyarimana, survenu le 6 avril 94 et jusque... au 4, au 14 juillet 94. Le 4 juillet étant la date de prise de... la ville de Kigali, la capitale, par Kagame et les troupes du FPR. Ce que cela m'a fait ? Ce n'est que... qu'une reprise. Parce qu'en fait, cette accusation elle date de 94, déjà. Et... régulièrement, pas tous les ans mais presque... Donc, il y a toute une série d'officiers et d'hommes politiques français [le sous-titre suivant s'affiche à l'écran : « Entretien avec Armel Joubert des Ouches – Jeudi 1er décembre 2016 »], dont François Mitterrand qui est décédé, mais aussi Hubert Védrine..., Alain Juppé, en particulier... Et qui sont accusés de... participation, de responsabilité [sic], de culpabilité de génocide ! Ce que cela me fait ? C'est que... D'abord, je considère, voyez-vous, que Kagame... [Plan de coupe ; le sous-titre suivant s'affiche à l'écran : « Général Didier Tauzin Général de Division de l'Armée de Terre »] continue de se défaire de ses culpabilités sur la France et les Français [plan de coupe]. J'en veux pour preuve ce qu'écrivait, par exemple... Boutros Boutros-Ghali, qui à l'époque était secrétaire général de l'ONU, et ce qu'écrivait aussi... Pierre Péan [diffusion d'une image où l'on voit Paul Kagame en treillis militaire parlant dans un micro avec en fond l'ancien drapeau du Rwanda ; l'image est sous-titrée comme suit : « Lors de la guerre du Rwanda en 1993 Paul Kagame dirige les troupes du FPR »]. Les Américains n'ont pas voulu un génocide mais ils l'ont accepté. Parce que ce qu'ils voulaient, c'est que Kagame

s'empare du Rwanda. Ce qui était visé au-delà du Rwanda, c'était les deux provinces congolaises du Kivu Nord et du Kivu Sud qui sont richissimes, richissimes ! En particulier en... métaux rares et précieux, le coltan par exemple. Et, donc, les entreprises... certaines entreprises américaines, britanniques, israéliennes – et aussi françaises ! –, visaient à s'installer dans ce... dans ces... dans ces contrées et la... le meilleur moyen d'y arriver était de les occuper militairement par... Kagame interposé. Il est vrai que la France, si elle n'est absolument pas coupable – je dis, il n'y a en France aucun politique, aucun militaire qui soit coupable, en ce sens que, aucun Français n'a voulu le génocide en tant que... en tant que tel ! La culpabilité, c'est bien de vouloir faire... de vouloir faire... quelque chose qui est répréhensible. La France a des responsabilités dans le génocide. C'est-à-dire quelque chose qui est... plus indirect, des actions qui ont pu conduire au génocide... de... à... de manière totalement involontaire. Et ça, je l'ai écrit déjà dans ce premier livre [il montre son livre face caméra] *Rwanda. Je demande justice pour la France et ses soldats !* J'ai écrit... Ce livre a été publié en 2011, pour la première fois. Il a été réédité. Donc la France a des responsabilités, mais pas de culpabilité.

[02' 57'']

Armel Joubert des Ouches : Vous étiez colonel à l'époque, général Tauzin. Vous avez passé deux-trois mois sur le terrain. Vous avez été... Vous avez fait partie de l'opération qu'on a appelé faussement... l'opération... Chimère [plan de coupe sur Didier tauzin qui écoute la question]. Comment expliquez-vous cet acharnement de la presse française à l'époque contre... des officiers de l'armée française, dont vous faisiez partie, vous ?

Didier Tauzin : La presse française ne brille pas [le sous-titre suivant s'affiche à l'écran : « *Général Tauzin Ancien officier des Forces spéciales françaises – Guerre du Rwanda* »], pardonnez-moi de le dire – à part quelques journalistes absolument remarquables, qui sont des journalistes d'investigation, qui vont chercher sur le terrain, qui... se..., qui..., comment dire, qui se soumettent à la vérité lorsqu'elle éclate ! – hein, à part ceux-là, beaucoup de... de nos journalistes, malheureusement, ne font que répéter ce qui leur est donné par quelques grandes... centrales, qui ne sont pas en fait journalistiques mais plutôt de... désinformation ou de contre-information, hein. Et, malheureusement, c'est cela. Et ça a été le cas en 94, notamment pendant l'affaire... pendant la... l'opération Turquoise. Ça a été le cas aussi, pendant cette opération Virunga ou Chimère. Je me souviens que lorsque nous allions sur le front, parce qu'il y avait un front ! – 250 kilomètres de front dans les bananeraies et les montagnes –, eh bien, nous traversions en sortant de Kigali un camp de réfugiés, uniquement des Hutu, envoyé devant lui par... le FPR, par Kagame... C'était pire que... *La valise ou le cercueil*, c'était... la chasse à l'homme ! Ces gens-là ont fui. Il y avait un million de personnes aux portes de Kigali ! Jamais..., je n'ai vu aucune mention de ce camp de réfugiés à l'époque, en... 93 à l'époque. En février 93. On n'en parlait jamais, hein ! De même en 94, lorsque je suis intervenu dans le Sud du Rwanda, pendant l'opération Turquoise, eh bien..., je me souviens avoir emmené – je le mentionne dans ce livre d'ailleurs [il montre son livre face caméra]. Je me souviens avoir emmené des journalistes... américains ! – ce n'était pas des Français – américains, vers... un charnier... de Hutu. « – Ah non, ceux-là ne nous intéressent pas. Ce qu'on veut ce sont des... Tutsi ». Des choses ahurissantes ! Des choses absolument... C'est à hurler, si vous voulez, à hurler !

[05' 22'']

Armel Joubert des Ouches : Ce sont des journalistes qui vous donnaient...

Didier Tauzin : Des journalistes. Américains en l'occurrence. Pas Français, hein. Je n'ai pas vu... pas vécu ça de la part des journalistes français. Il n'empêche que nous avons des journalistes français qui faisaient la navette – un journaliste français, à l'époque ; il n'est plus français, paraît-il, peu importe, hein – qui faisait la navette entre les lignes françaises, nos campements à nous, et... Kampala où était... la capitale... donc, ougandaise, où étaient installés Kagame et l'état-major de Kagame. Donc, il

avait des relations directes avec Kagame mais ce journaliste avait aussi une maîtresse tutsi, nous le savions. Parce que nous avions quand même aussi des informations solides. Donc, nous savions que nos informations passaient directement chez Kagame. Et nos... positions de terrain... Je le rencontrais régulièrement ce journaliste ! Voilà. Il y a des choses qui sont totalement aberrantes dans ce... sur cette affaire.... Il est évident que tous les journalistes ne sont pas comme ça [le sous-titre suivant s'affiche à l'écran : « *Général Didier Tauzin / Interview exclusive* »]. J'en ai connu un autre, qui était avec moi sur le terrain..., qui..., comment dire... qui était dans ma jeep d'ailleurs, pendant l'opération Turquoise lorsque nous sommes partis de... peu importe..., vers..., faire un raid en direction de Butare pour ramener 600 orphelins. En fait, nous sommes revenus avec plus de 1 000 personnes. Nous étions au total en... deux détachements d'environ 30 personnes, donc nous étions 60. Nous avons ramené plus de 1 000 personnes par deux... itinéraires différents. Et, arrivés à Butare, eh bien nous avons commencé à prendre des obus sur la tête. Et puis, il a fallu partir rapidement. Nous sommes tombés sur le FPR, au bord de la route ! D'une manière tout à fait imprévue. Il y a eu quelques échanges de feu. Il y a eu quelques tués en face. Nous, nous n'avons pas... eu même de blessés... Ça..., des liens s'étaient créés entre ce journaliste et moi. Et puis quelque temps après, lorsque, donc, mon livre a été publié, je le lui envoie, lui proposant de faire... une émission. Il me répond d'une manière très favorable et nous prenons date pour un... dîner et une préparation de l'émission, qui devait avoir lieu deux ou trois jours après. Et puis le matin même, il me fait savoir... – je n'avais aucune nouvelle, donc je l'appelle ! –, le matin même, il me fait savoir que... il ne pouvait pas honorer ce... rendez-vous parce qu'il avait des problèmes de garde d'enfant. Pardonnez-moi ! Un journaliste d'un... d'une... radio ayant pignon sur rue en France, avoir des problèmes de garde d'enfant pour une émission sur... le Rwanda, je suis un peu étonné. D'autant plus qu'il n'a plus jamais donné signe de vie !

[08' 03'']

Armel Joubert des Ouches : Ça veut dire qu'il a eu des pressions ?

Didier Tauzin : C'est évident. Il a eu des pressions.

[08' 05'']

Armel Joubert des Ouches : Il a eu des pressions de l'Etat français ?

Didier Tauzin : Je ne sais pas. Je ne sais pas si c'est de l'Etat français ou de quelqu'un d'autre, mais il a eu des pressions. De toute façon, voyez-vous, depuis 94, et en... sans doute avant, la France et les Français, qui, je le répète, ont des responsabilités dans le génocide, en particulier politiques, par légèreté de la politique qui a été menée là-bas – mais qui ne sont pas coupables ! –, font office de bouc-émissaires, dans cette affaire, pour cacher les vrais responsables. C'est quelque chose de totalement habituel dans l'histoire de... l'humanité, le bouc-émissaire. Eh bien, la France fait office de bouc-émissaire dans cette affaire [diffusion d'une image de Paul Kagame avec le sous-titre suivant : « *Paul Kagame Président de la République rwandaise* »]. Et Boutros-Ghali lui-même l'écrivait... [Diffusion d'une image de Boutros Boutros-Ghali avec le sous-titre suivant : « *Boutros Boutros-Ghali Ex Secrétaire Général des Nations Unies* »]. Il est décédé désormais. Mais je le rapporte dans ce livre [il montre son livre face caméra], Boutros-Ghali lui-même écrivait : « Les Américains sont à 100 % responsables du génocide, à 100 % » [plan de coupe].

[08' 58'']

Armel Joubert des Ouches : De nombreux officiers français de l'armée française, général Tauzin, dont vous faisiez partie, ont été salis parce que l'Etat n'a pas bougé ! L'Etat... Vous reprochez, d'ailleurs, c'est ce que vous dites dans votre livre, vous reprochez à l'Etat français de n'avoir rien fait pour lever le soupçon qui pesait sur vous ?

Didier Tauzin : Mais c'est évident ! Et ça d'ailleurs été la motivation de ce livre [il montre son livre face caméra]. Parce que, arrivé à la retraite, moi je n'aurais pensé qu'à une chose... : faire autre chose dans ma vie. J'avais un capital d'expériences... très important. Et je voulais faire autre chose, je voulais tourner la page et faire autre chose dans la vie. Est arrivé donc en 2008 un rapport sur... Internet. Le rapport Mucyo, du nom de son rédacteur, dans lequel Kagame prétendait établir – je dis bien « prétendait établir » – les preuves de la culpabilité de la France et de l'armée française dans le génocide. En fait, ce rapport Mucyo était une simple réponse au juge Bruguière [diffusion d'une photographie du massacre de l'église de Nyamata et d'une photographie d'une fosse commune en train d'être découverte, avec le sous-titre « *Crédit photos armenews.com* »]. Donc Kagame a répliqué ! Tout simplement il a répliqué ! Ce n'est pas moi, c'est toi. C'est toi, c'est ça ! Et... ce que je note, c'est que, auparavant déjà, dans des... affaires plutôt franco-françaises, avec des journalistes français, j'avais demandé que..., comment dire, que... les... insultes proférées par en particulier, par... Patrick de Saint-Exupéry..., fassent l'objet de poursuites judiciaires. Ils nous avaient... il m'avait été répondu : « Non, non, ça va se tasser... ». Ça ne s'est pas tassé, sur cette affaire-là. Donc, nous avons créé l'association France-Turquoise. Et nous avons demandé initialement rendez-vous au ministère de la Défense. Ce n'est pas le ministre qui nous a reçus, c'est son... chef de cabinet militaire uniquement. Même pas le directeur de cabinet. Ça s'est bien passé, bien entendu. Mais il nous a quand même été dit que... nous risquions de..., comment dire, d'être arrêtés dès que nous sortions du territoire national ! Vous vous rendez compte ! Un mandat d'arrêt international... était susceptible d'être lancé contre nous ! Pas uniquement contre nous militaires. Aussi contre, au moins théoriquement, contre Alain Juppé, Hubert Védrine et d'autres politiques. Bien... Mais, vous imaginez ? Ne pas sortir du territoire national ? [Rires]. Des officiers français, des généraux français ! Alors que nous avons la conscience parfaitement tranquille ! Je rappelle quand même, que depuis 1994 – vous l'avez dit tout à l'heure –, j'étais colonel. Je suis... et je suis passé général de division. Si j'avais été coupable. On m'a aussi donné... nommé officier de la légion d'honneur, promu, etc. Donc, si j'avais été coupable, je pense que la France ne se..., n'aurait pas fait cela !

[11' 41'']

Armel Joubert des Ouches : Général Tauzin, comment...

Didier Tauzin : Ou alors il y a une comp... Pardon.

[11' 43'']

Armel Joubert des Ouches : Non, non, je vous en prie. Général Tauzin, comment expliquez-vous que l'Etat français n'ait encore rien fait à ce jour, après toutes ces années, pour laver... de l'injure, des calomnies qui pesaient sur eux, les officiers français concernés dans cette affaire ?

Didier Tauzin : Je crois, je n'ai pas... la certitude... totale de ce que je... [Le sous-titre suivant s'affiche à l'écran : « *Général Didier Tauzin / Interview exclusive* »]. C'est pour ça je dis : « Je crois ». Je crois qu'il y a au moins deux raisons. Beaucoup de nos politiciens – ce ne sont pas des politiques au sens noble du terme, ce sont des politicards, des politiciens – ... beaucoup de nos politiciens sont en partie liés avec... certaines grandes entreprises qui travaillent au Kivu, dans les deux Kivu. Ils ont... partie liée [sic] avec les Américains... Ils sont liés. Ils sont liés..., ils n'ont pas la parole libre. C'est une chose. La deuxième, c'est que, très sincèrement, je crois que la France ne les intéresse pas, en tant que tel. Ils ne sont pas au service de la France. Mais ils font carrière en se servant de la France pour faire carrière. Nous sommes aujourd'hui dans ce que de Gaulle a qualifié de système désastreux des partis et c'est devenu une véritable dictature des partis. La France et les Français sont asservis par ces gens-là à leur profit. Et... que leur apporte l'honneur des officiers et l'honneur de la France ? D'ailleurs, savent-ils ce qu'est l'honneur ? Une valeur fondatrice de civilisation. Ils ne savent même pas ce que c'est.

[13' 19'']

Armel Joubert des Ouches : Général Tauzin, il y a... Kigali apparemment a diffusé ces dernières..., ces derniers jours, une liste de 22 officiers français... accusés d'implication dans le génocide. Ça vous inquiète, ou pas du tout ?

Didier Tauzin : [Ricanement] Il est évident que... si lors d'un voyage – en Afrique par exemple, j'y retourne de temps en temps, voilà. Ou bien ailleurs, peu importe –, j'étais arrêté..., comment dire..., sous mandat d'arrêt international, ce ne serait pas une position agréable. Surtout au moment [rires] où je suis candidat à la présidence de la République ! Bien entendu. Il n'empêche que..., je pense que les autorités françaises seraient elles-mêmes fort gênées. Avoir un général, de division, prisonnier de Kagame alors qu'il est complètement innocent ! Je pense qu'elles seraient quand même gênées aux entournures, les autorités politiques – ou soi-disant politiques françaises. Alors, ça ne m'inquiète pas plus que cela, voyez-vous... Parce que, en plus, ce n'est pas la première fois. Cela date, je vous le répète, de 94. Bien sûr, il y a eu un pic... de gravité, si je peux dire, en 2008 avec le rapport Mucyo. Mais, ces accusations de Kagame, elles sont récurrentes. Pourquoi maintenant ? Eh bien, je crois que cela tient au fait que, il est dans une position de plus en plus délicate. Je pense, d'abord, que comme tout homme il a une conscience – même lui, il a une conscience – et que cette conscience doit le travailler un petit peu. Ensuite..., il est dans une position délicate parce que... il perd peu à peu une grande partie de ses soutiens politiques... du fait de... essentiellement de, comment dire, de travaux de journalistes beaucoup plus précis. Et de journalistes moins susp..., comment dire, moins asservis au politiquement correct, comme on dit aujourd'hui, n'est-ce pas. Et puis... et puis aussi du fait... de ce que disent certains, par exemple certains... de ses anciens lieutenants qui eux, comment dire, ont ch..., n'ont pas changé d'avis. Mais disent la vérité, désormais. Qui ont dû se réfugier, par exemple en Grande-Bretagne... et qui parlent, et qui parlent. Et qui disent que : « Oui, c'est Kagame qui est responsable ». Donc, peu à peu, si vous voulez, la vérité se fait. Le... Canada change progressivement d'attitude à l'égard de Kagame et du Rwanda. De même en Grande-Bretagne, de même en Belgique... Aussi un petit peu aux Etats-Unis. Je pense que la France, et qui est le bouc-émissaire, sera le dernier pays à changer. Malheureusement, hein, dans cette affaire. Mais... voilà pourquoi Kagame réattaque de nouveau aujourd'hui. Il essaie de se protéger [plan de coupe]. Je suis intimement persuadé que nous pouvions arrêter le génocide... au tout début. Si vous voulez, c'était le moment où un incendie, avant de prendre de l'ampleur, peut être arrêté par un verre d'eau. Ensuite, il faut une citerne. Et puis ensuite... incontrôlable. Lorsque le Président Habyarimana a été assassiné... [Diffusion d'une image de la carcasse de l'avion abattu avec le sous-titre suivant : « *Rwanda Attentat contre l'avion de Juvénal Habyarimana: les révélations de l'ancien bras droit de Kagame* »] le 6 avril 94 – moi je l'ai su, je crois, un quart d'heure après l'Elysée, ou en même temps – ... à 20 h 30. Et, instantanément, j'ai mis le régiment en alerte. Je commandais le premier régiment parachutiste d'infanterie de marine à l'époque. Je l'ai mis en alerte, persuadé que celui que nous appelions le vieux, c'est-à-dire François Mitterrand, allait nous faire partir, a donné l'ordre dans la nuit [sic], de nous envoyer sur Kigali avec au moins un et peut-être deux autres régiments parachutistes, pour sauter sur Kigali et pour éteindre l'incendie. J'en étais persuadé !

[17' 07'']

Armel Joubert des Ouches : C'est ce qui aurait dû...

Didier Tauzin : Mais c'est ce qu'il fallait faire ! C'est ce qu'il fallait faire ! Parce que là nous pouvions arrêter ce génocide. Et il aurait fallu, bien sûr, sévir [le sous-titre suivant s'affiche à l'écran : « *Général Didier Tauzin / Interview exclusive* »]. Il y aurait forcément eu de la casse. Mais pas... 8 000... 800 000 morts ! Et quand on dit 800 000 morts, c'est en avril 94. Parce que cela a duré et cela dure encore aujourd'hui !

[17' 29'']

Armel Joubert des Ouches : Donc les... renforts, vous ne les avez jamais eus.

Didier Tauzin : Non seulement nous n'avons pas eu les renforts mais nous ne sommes pas partis de Bayonne, à ce moment-là, le 6 avril 94. Nous ne sommes pas partis de Bayonne ! Hein, nous sommes restés en France. Et... dépités, on voyait se dérouler les horreurs, on attendait toujours les ordres et puis au bout d'une semaine, au bout d'une semaine, j'ai levé l'alerte.

[17' 48'']

Armel Joubert des Ouches : Pourquoi cet ordre n'est jamais venu de Paris, général ?

Didier Tauzin : Eh bien... Je n'ai pas la référence sous les yeux malheureusement. Mais j'ai lu récemment – parce que je..., on..., je continue d'être informé sur cette affaire –, ... j'ai lu récemment que... qu'une étudiante de New York a... commis un mémoire sur ce qu'il se passait au gouvernement français, dans cette période. Eh bien, il faut rappeler que nous étions à moins d'un an de la présidentielle de... 1995, c'est ça. Et donc, il y avait beaucoup de prétendants dans l'entourage de François Mitterrand. Beaucoup de prétendants. Eh bien, ces gens-là se..., comment dire, n'arrivaient pas à se mettre d'accord. Puisqu'ils avaient d'autres intentions ! Des choses beaucoup plus importantes pour eux ! La présidentielle !

[18' 39'']

Armel Joubert des Ouches : D'autres actualités.

Didier Tauzin : Hein, d'autres actualités. Ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur la... l'opportunité d'envoyer un contingent sur place. Donc, c'est une fois de plus, non pas des personnes – Alain Juppé, Hubert Védrine ou... moi-même –, il n'y a pas de culpabilité ! Mais ce système..., ce système dans lequel nous sommes qui... a fait considérer comme plus importante – par quelques-uns, par les responsables, par les décideurs –, comme plus importante la préparation de la présidentielle 95 que d'arrêter un génocide qui commençait. Et donc nous y sommes allés quelque temps après. Je suis arrivé là-bas avec mon détachement le 21 juin. Y avait déjà eu... 700 000 morts ! Au bas mot !, hein. Il y avait des... fosses communes partout, des églises éventrées, de... Voilà. C'était quelque chose d'ahurissant. Nous avons trouvé des cadavres... [Ricanement], des squelettes dans tous les coins. Et donc... Et tout ça, on aurait pu l'éviter ! Il fallait partir dès le 7 avril 94 au matin.

[19' 42'']

Armel Joubert des Ouches : Ça sera un éternel regret pour vous, général Tauzin ?

Didier Tauzin : Euh...

[19' 46'']

Armel Joubert des Ouches : Que de n'avoir pu rien faire, sachant que vous auriez pu ?

Didier Tauzin : Là... Le 6 avril 94, si vous voulez... c'est..., à ce moment-là, si vous voulez, c'est un immense regret... pour moi-même, bien sûr... pour... le Rwanda, évidemment ! Parce que, c'est... Je vous garantis que c'était horrible, ce que nous avons vu là-bas. Et ce qui s'est passé, c'est... absolument horrible... Mais un immense regret aussi pour mon pays ! Parce que c'est... la France ne mérite pas des... imbéciles comme cela ! Des gens qui ne savent pas gouverner ! Qui pensent à eux d'abord !, hein. Des irresponsables ! Ce ne sont pas des imbéciles, pardonnez-moi, je suis un petit peu... Mais des irresponsables ! Des gens qui pensent d'abord à la présidentielle avant de... penser que..., sur place, on peut faire quelque chose pour empêcher un génocide ! Cela aurait été l'honneur

de la France que d'intervenir, immédiatement. Immédiatement ! Cela aurait été son honneur ! Ils ne savent pas ce que c'est que l'honneur. Ils ont préféré leur cuisine électorale à l'honneur de la France et à la vie de centaines de milliers de personnes ! Voi... Moi, c'est une... Si vous voulez... Oui, c'est un regret immense et... cela m'a convaincu... ça a été la touche finale qui m'a convaincu de la nocivité magistrale de notre système politique actuel, hein. Le système des partis, les partis sont légitimes à leur place. La Constitution précise que les partis politiques participent à l'élaboration de la politique. Aujourd'hui, les partis politiques font tout. Et certains, carriéristes, chevauchent les partis politiques pour des fins personnelles. Eh bien, voilà où cela nous mène. Et aujourd'hui, en... 2016, et bien ça peut en France nous mener à quelque chose de encore plus dramatique : une guerre civile en France.

Armel Joubert des Ouches : Merci général Tausin.

[Fin de la vidéo à 21' 36''].